

## Au cœur de la répression transnationale chinoise

2/3

CHINE



« China Targets » est une enquête collaborative menée par le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ) avec l'aide de 42 partenaires médias dans 30 pays, dont « Le Soir » au niveau belge francophone. Elle révèle l'ampleur et les tactiques déployées dans le cadre d'une campagne menée par Pékin pour cibler les dissidents faisant partie de sa diaspora, aux quatre coins du monde.

# Sur la piste du « Front uni » chinois en Belgique

Sur base d'une liste fuitée et d'informations issues du monde du renseignement, « Le Soir » et ses partenaires belges au sein de l'ICIJ ont enquêté sur les tentacules d'un vaste réseau d'influence informel servant les intérêts de la Chine à l'étranger.

A.S.E. ET JO.MA.  
(AVEC « DE TIJD », « KNACK » ET L'ICIJ)

Une « arme magique ». Voilà comment le président chinois Xi Jinping a lui-même qualifié (en s'inspirant de mots prononcés par Mao Zedong des décennies avant lui) le Département du travail du Front uni (DTFU). Derrière ce nom se cache un organe crucial pour le Parti communiste chinois (PCC), dont la mission vise à accroître l'influence de la Chine à l'étranger mais aussi à y faciliter la répression des opposants au régime. Et qui a fait l'objet de rapports alarmants et de poursuites judiciaires dans une série de pays étrangers au cours des dernières années. En Belgique, il figure également sur les radars de la Sûreté de l'Etat (VSSE) et du renseignement militaire (SGRS), qui surveillent de près une série d'organisations belges soupçonnées d'œuvrer dans le cadre de cette stratégie.

« Le Soir », en collaboration avec *De Tijd*, *Knack* et le Consortium international des journalistes d'investigation (ICIJ), a enquêté sur cette « arme magique » dont il a tenté de retracer les ramifications belges, à l'aide notamment d'une liste fuitée et d'informations issues du milieu du renseignement.

## Approche « pansociétale »

Complexe à appréhender, le terme de « Front uni » fait concrètement référence à deux choses. D'un côté, le Département du travail du Front uni, émanation officielle du Comité central du PCC instituée sous Mao Zedong et fortement renforcée sous Xi Jinping. Le terme se réfère également à une couche plus informelle, relative à des activités axées sur l'étranger et portée par des acteurs n'ayant a priori aucun lien apparent avec Pékin. « Cette couche informelle, reposant sur des personnes qui sont vaguement liées à des associations, peut être appelée à mener du travail de renseignement ou d'influence » et ce au profit de l'agenda chinois, nous éclairent

des sources issues du renseignement. « Elles sont contrôlées et parfois financées depuis Pékin. »

Outre le fait de surveiller et d'influencer la diaspora chinoise, il peut également être question d'aider à identifier ou à contrer des dissidents et des voix critiques, y compris en contre-manifestant. En perturbant ou en supportant des événements et des visites d'Etat, par exemple. En Belgique, ce réseau se caractérisera donc par un chapelet d'associations, indépendantes en apparence, dirigées par des Chinois expatriés. « Organisations culturelles, associations, sociétés étudiantes, personnalités du monde des affaires : le Front uni est une entité très fluide, mais on le voit surgir partout », affirment des sources liées au renseignement. « Qu'il s'agisse d'initiatives de diplomates chinois ou de personnes se faisant passer pour des hommes d'affaires ou des journalistes : ils utilisent à plusieurs reprises le réseau du Front uni. Cela facilite les choses, que ce soit sur le plan logistique ou en participant à une opération de renseignement. » Ces mêmes sources sont formelles : « Dans presque tous les dossiers, une organisation liée au Front uni apparaît. Nous observons par exemple deux personnes d'une association étudiante et trois autres liées à une association professionnelle qui sont ensuite déployées pour faciliter une partie du travail de renseignement. » Et d'ajouter : « Il s'agit en fait de toute une chaîne de facilitation. »

Une organisation qui serait caractéristique de la stratégie des services de renseignement chinois, connus pour

**Alors que la Chambre de commerce Belgique-Chine nie fermement tout lien avec le Front uni, des sources liées au milieu du renseignement indiquent qu'elle servirait ses intérêts.**

© ICIJ

leur prudence et pour s'appuyer sur une approche dite *whole-of-society*, c'est-à-dire « pansociétale ». Une façon de souligner le fait que ce ne sont pas seulement les services secrets qui sont utilisés pour surveiller les compatriotes à l'étranger, mais des membres exerçant diverses fonctions au sein de la communauté. Sans y faire explicitement mention du Front uni, la Sûreté de l'Etat écrivait ainsi dans son rapport annuel de 2017 que les services de renseignement chinois utilisent une série de « paravents » pour se couvrir, « tels que des groupes de réflexion, des médias et des entreprises publiques, mais parfois aussi des ASBL ou d'autres organisations pour les aider dans leurs activités de renseignement ».

## Des centaines de noms

« Un ami sur le continent m'a donné une liste de partisans du Front uni en dehors de la Chine », publiait en 2021 l'utilisateur « bi0mass » sur le site prisé des hackers Raid Forums, depuis lors désactivé. Le message comprenait un document contenant environ 2.000 noms de personnes et d'organisations ainsi que des adresses e-mail et des numéros de téléphone. Une liste dont l'authenticité et la crédibilité ont déjà été confirmées par plusieurs experts étrangers mais aussi par des médias de sept pays tels que la France et l'Allemagne, lesquels sont déjà parvenus à associer au DTFU 233 noms figurant dessus. Cette liste, partagée par l'ICIJ dans le cadre de l'enquête collaborative China Targets, comprend notamment les noms de dix personnes et de dix organisations basées en Belgique, ainsi qu'une vingtaine de numéros de téléphone liés à notre pays. Si certains de ces noms de personnes ou d'associations n'ont pas pu être recoupés, plusieurs personnes mentionnées dans cette liste, par contre, sont (ou ont été actives) en tant que fondateurs, présidents ou administrateurs de sociétés ou d'ASBL liées à la diaspora chinoise.

## « Réunion pacifique »

La liste divulguée comprend par exemple le nom du Belgian Council for the Promotion of the Peaceful Reunification of China, une ASBL créée en 2002 pour développer « les échanges culturels et interpersonnels basés sur le principe d'une seule Chine, afin de promouvoir la réunification pacifique de la

Chine et la paix dans le monde » – un vœu qui se réfère à la question taïwanaise.

Selon ses derniers comptes annuels, l'association repose sur un unique administrateur, également impliqué dans un restaurant chinois qui a fait don de masques chirurgicaux à la Belgique durant la pandémie de covid, et dont le nom figure aussi sur la liste ayant fuité. Nos recherches nous ont amenés à découvrir que cette ASBL belge relevait d'un groupe international d'organisations portant le même nom. Selon un rapport de 2018 produit par un comité du Congrès américain, l'organisation faitière est directement subordonnée au DTFU et compte au moins 200 sections dans 90 pays.

En 2020, le Département d'Etat américain a désigné une branche américaine du Council for the Promotion of the Peaceful Reunification of China comme « mission étrangère » de la République populaire de Chine. L'Australie a tiré les mêmes conclusions en 2023 concernant une organisation sœur locale. Aux Pays-Bas, enfin, une enquête menée par la plateforme indépendante Follow The Money a révélé que l'organisation Peaceful Reunification avait fait don d'argent au petit parti politique Nederland met een Plan à l'approche des élections européennes.

En 2024, l'ASBL belge a été officiellement dissoute en raison du non-respect des obligations relatives à l'indication de son bénéficiaire final. Cela ne l'a pas empêché d'organiser un symposium sur Taiwan à Bruxelles fin mars. Contacté, son directeur n'a pas répondu à nos sollicitations.

## Le Xinjiang ? Un « faux problème » !

Quatre noms sur la liste sont quant à eux indirectement reliés à une ASBL anversoise nommée Vereniging van Chinezen in België (l'association des Chinois de Belgique). Implantée dans le quartier asiatique d'Anvers, elle organise notamment des activités culturelles et sociales. L'ASBL précise sur son site internet qu'elle est sponsorisée par l'ambassade de Chine, mais aussi par la Ville d'Anvers. Ce qui n'empêche pas des sources issues du renseignement de la relier au Front uni, « en raison des personnalités qui y figurent, de la nature de ses activités et des liens avec l'ambassade ». Sollicitée pour un commentaire, la personne exerçant la présidence de l'ASBL n'a pas

## Le Front Uni sous les projecteurs aux Etats-Unis et au Royaume-Uni

Aux Etats-Unis, plusieurs affaires judiciaires récentes ont permis d'éclairer le fonctionnement du Front Uni chinois à l'étranger. Notamment un procès en cours d'une ex-fonctionnaire nommée Linda Sun ayant travaillé pour le bureau du gouverneur de New York a ainsi révélé comment cette dernière œuvrait également, avec son mari, en tant qu'agente

au service du gouvernement chinois. Tous deux sont notamment accusés d'avoir facilité de la fraude aux visas et des actions visant des représentants taïwanais. En échange, le couple a bénéficié d'un soutien dans ses activités commerciales et pour l'achat de maisons et de voitures de luxe, mais aussi de voyages aux frais du DTFU. Le couple était épaulé dans ses œuvres

par une association en apparence innocente, initialement fondée pour représenter les intérêts de la diaspora issue de la province chinoise du Henan. Au Royaume-Uni, le prince Andrew a quant à lui fait les gros titres en raison « du degré inhabituel de confiance » qu'il avait accordé à un homme d'affaires de 50 ans vivant Outre-Manche depuis plus de

vingt ans. Un homme qui, selon les autorités, a secrètement agi pour que Front Uni puisse s'appuyer sur d'éminents Britanniques au profit de la Chine. Considérée comme un espion, le confident du prince a depuis lors été bouté hors de Grande-Bretagne sur décision d'un tribunal en charge des affaires sécuritaires. A.S.E. ET JO.MA. (AVEC ICIJ)